



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,
de la Coordination et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
adaptant les prescriptions applicables à la société OREP PACKAGING
pour le site qu'elle exploite à Loches**

DECAT/BE/ N° 21475

référence à rappeler

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (dite directive « IED ») ;
- la décision d'exécution (UE) 2021/2326 de la Commission Européenne du 30 novembre 2021 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur des grandes installations de combustion, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- le code de l'environnement et notamment son livre V et ses articles L. 515-28 à L. 515-31 et R. 515-58 à R. 515-84 ;
- le code de l'environnement et notamment son livre II et ses articles L. 221-1, L.223-1 et L.221-1-II ;
- la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet d'Indre-et-Loire ;
- la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 7 avril 2016 modifié relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
- l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux installations de traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (dit « AM_Autorisation-STIS ») ;
- l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 relatif aux mesures d'urgences applicables en cas de pics de pollution de l'air ambiant dans le département d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral n° 19814 du 13 janvier 2014 autorisant la société OREP PACKAGING à poursuivre l'exploitation de ses installations situées zone industrielle de Vauzelles à Loches ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2016 prescrivant à la société OREP PACKAGING la réalisation d'une étude préalable portant sur l'impact économique et social visant à établir un plan d'actions de réduction temporaire des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air ;

- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- l'étude préalable portant sur l'impact économique et social visant à établir un plan d'actions de réduction temporaire des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air adressé au préfet le 13 novembre 2017 par la société OREP PACKAGING ;
- le dossier de réexamen remis par la société OREP PACKAGING le 28 octobre 2022 ;
- le rapport de base transmis par la société OREP PACKAGING le 28 octobre 2022 ;
- les « porter à connaissance » adressés au préfet par la société OREP PACKAGING les 19 mars 2019, 5 juillet 2021 et 12 décembre 2023, portant respectivement sur :
 - l'extension du périmètre de l'établissement et la création d'un nouveau bâtiment de stockage de matières première,
 - la modernisation du parc machine par le remplacement d'une machine d'impression par flexographie COMEXI 8 couleurs datant de 1993 par une autre machine d'impression par flexographie COMEXI 8 couleurs,
 - l'augmentation du stockage de colle de complexage (MDI : diisocyanate de diphenylméthane). de 4,4 t à 18 t ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 décembre 2024 ;
- la communication du projet d'arrêté préfectoral complémentaire au pétitionnaire en date du 8 janvier 2025 ;
- les observations formulées par le pétitionnaire par courrier du 22 janvier 2025 ;

Considérant ce qui suit :

- aucune dérogation aux valeurs limites d'émission associées aux meilleures techniques en matière de traitement de surface à l'aide de solvants organiques n'a été déposée par l'exploitant et aucune consultation du public n'a donc été nécessaire ;
- en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations, l'exploitant met ou mettra en œuvre les dispositions prévues dans son dossier de réexamen ;
- le niveau d'émission en COV (précurseur d'Ozone) de l'établissement OREP PACKAGING en fait un des principaux contributeurs régionaux en matière de rejets atmosphériques et, de fait, cet établissement est susceptible de participer à l'apparition ou à l'intensification d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
- les épisodes de pollution de l'air ambiant dans le département d'Indre-et-Loire induisent un enjeu sanitaire majeur ;
- il est nécessaire d'agir rapidement lors des épisodes d'alerte à la pollution atmosphérique, par des mesures applicables aux sources fixes ;

les mesures complémentaires imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention de la pollution de l'air sont de nature à permettre la poursuite de l'activité en compatibilité avec son environnement ;
- dès lors, les intérêts mentionnés aux articles L.211-1° et L.511-1° du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;
- il est nécessaire de mettre à jour le classement des installations au regard des rubriques de classement de la nomenclature des installations classées ;
- il est nécessaire de mettre à jour le périmètre autorisé de l'établissement exploité par la société OREP PACKAGING sur la commune de Loches ;
- la nature de l'adaptation des prescriptions ne nécessite pas la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1 – Exploitant

La société OREP PACKAGING dont le siège social est situé 17 route de Vauzelles, ZA de Vauzelles à Loches, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations situées à la même adresse et détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral n° 19814 du 13 janvier 2014 autorisant la société OREP PACKAGING à poursuivre l'exploitation de ses installations situées 17 route de Vauzelles, ZA de Vauzelles à Loches sont complétées ou modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la notification du présent arrêté.

Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 1.1.3.1 – Comportement au feu des parois extérieures du bâtiment de stockage de matières premières (nouveau bâtiment)

Indépendamment des dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663, les murs extérieurs des locaux abritant l'installation de stockage sont constitués d'un complexe métallique et laine de roche incombustible. Les effets thermiques issus du scénario d'incendie le plus défavorable restent cantonnés à l'intérieur du périmètre autorisé de l'établissement et sans effets dominos.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (hors installations non classables)

La liste des installations classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 19814 du 13 janvier 2014 est remplacée par la liste suivante :

<i>Rubrique</i>	<i>Désignation des activités</i>	<i>Caractéristiques des installations</i>	<i>Régime</i>
2450-A-a	Ateliers de reproduction graphique sur films plastiques la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support étant supérieure à 200 kg/j	3 unités d'héliogravure 3 unités de flexographie Quantité totale de produits susceptibles d'être consommés pour revêtir le support (encres solvantes) : 3,5 t/j	A

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques des installations	Régime
3670-2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 t par an	2 420 t/an	A
2564-1-a	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconque par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1 500 litres	2 Unités de nettoyage clichés flexo. (volume bain : 125 l) 2 machines à laver équipements hélios : 1050 l et 850 l Soit volume cumulé des installations de nettoyage de 2 150 l	E
2661-2-a	Découpage de matières plastiques Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 20 t/j	Quantité maximale de matières susceptibles d'être traitée étant de 25 t/j	E
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Quantité cumulée : 160 t	E
2663-2-b	Entreposage de films plastiques (matières premières et produits finis imprimés) la quantité stockée étant supérieure ou égale à 1000 m ³ mais inférieure à 10 000 m ³ .	Bâtiment d'entreposage des matières premières : 4 500 m ³ , Nouveau bâtiment de stockage : 4 100 m ³ (en remplacement projet prévu antérieurement), Soit volume susceptible d'être stocké : 8 600 m³	D
1978-3-a	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) 3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	2 338 t/an	D
1978-5	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (9) est supérieure à 2 t/an	82 t/an	D

A = autorisation ; E = enregistrement ; D = déclaration.

Article 1.2.2 : Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 19814 du 13 janvier 2014 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées représentant une superficie de 70 646 m² sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Loches	Section AK n° 420, 779, 780, 1479, 1605, 1972, 1974, 1975, 1977 et 1978

TITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 2.1 – Installations de traitement de surface utilisant des solvants

Article 2.1.1 – Généralités

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 sont applicables sans préjudice des dispositions particulières, le cas échéant plus contraignantes.

Les installations sont réalisées et exploitées en respectant les performances des meilleures techniques disponibles (MTD).

Article 2.1.2 – Enregistrement des dysfonctionnements susceptibles d'impacter le bilan massique des solvants

L'exploitant met en place un registre afin d'assurer l'enregistrement des dysfonctionnements sur les systèmes d'aspiration et l'unité de traitement des COV susceptibles d'avoir une incidence sur les données relatives au bilan massique de solvants.

Ce registre permet notamment de consigner :

- les dysfonctionnements du système de traitement des effluents gazeux : la date et la durée de l'incident sont consignés ;
- les changements susceptibles d'avoir une incidence sur les débits de gaz et d'air (le remplacement de ventilateurs, de poulies de transmission, de moteurs, ...) : la date et le type de changement sont consignés.

Article 2.1.3 – Valeurs limite d'émission

L'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 19814 du 13 janvier 2014 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Article 3.2.5 VALEURS LIMITES DE CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1
COV totaux exprimés en carbone total	20 ⁽¹⁾
NO _x (en équivalent NO ₂)	100
CH ₄	50
CO	100

⁽¹⁾ La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

La consommation de composés organiques volatils des installations d'héliogravure ne doit pas dépasser 2 kg de COV par kg d'encre consommée.

La consommation de composés organiques volatils des installations de flexographie ne doit pas dépasser 1,8 kg de COV par kg d'encre consommée.

Le flux annuel des émissions diffuses de COV de l'ensemble des installations ne doit pas dépasser 12 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses. »

Article 2.1.4 – Management environnemental

L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des modifications
 - plan d'efficacité énergétique comportant un bilan annuel et la vérification de l'atteinte des objectifs par la mise en place d'indicateurs spécifiques).

CHAPITRE 2.2 – Pics de pollution

Article 2.2.1 – Mise en œuvre des mesures temporaires de réduction d'émissions polluantes en cas d'épisode de pollution en Ozone

En cas d'activation du dispositif de gestion des épisodes de pollution pour le paramètre Ozone dans le département dans lequel elle est implantée, la société OREP PACKAGING est tenue de mettre en œuvre des mesures de réduction de ses émissions.

2.2.1.1 : Actions à mettre en œuvre en cas d'épisode de pollution en Ozone

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :

En cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation, dès la réception du message d'information :

- Sensibilisation du personnel et des entreprises extérieures sur l'existence d'un épisode de pollution et sur la nécessité de suivre les recommandations sanitaires et comportementales appropriées en vue de lutter contre les émissions de COV (en cas de pollution à l'ozone) (transports en commun, covoiturage, limitation des déplacements, plan de déplacement entreprise...).

En cas de déclenchement du seuil d'alerte, dès la réception du message de déclenchement de la procédure :

- Sensibilisation des personnels prévue à l'alinéa précédent,
- Stabilisation et contrôle accru des paramètres de fonctionnement des unités ou installations génératrices de COV :
 - stabilisation des charges, des quantités produites,
 - optimisation de la conduite du procédé
 - vérification quotidienne du bon fonctionnement de l'épurateur thermique de type régénératif (régulation automatique de la pression et de la température),
- Vigilance accrue (par le personnel et les responsables du secteur) sur les process du site concernés par des émissions de COV et sur l'application des bonnes pratiques :
 - inspection des ateliers,
 - contrôle de la fermeture systématique des récipients/fûts de produit chimique dès la fin de leur utilisation,
 - contrôle renforcé de la qualité des réglages machines, notamment les remplisseuses,
 - consommation maîtrisée des solvants,
 - le cas échéant, limitation des nettoyages industriels au strict nécessaire,
 - renforcement du contrôle des dispositifs de mesures en continu existants,
- Report de l'ensemble des opérations non indispensables et émettrices de COV à la fin de l'épisode de pollution telles que :
 - les travaux de maintenance et d'entretien,
 - les opérations nécessitant des purges ou des dégazages d'installations,
 - l'ouverture de capacités et équipements contenant des composés organiques volatils,
 - les travaux de réfection, de nettoyage par action d'un produit solvanté,
 - les livraisons de solvants,
 - les activités de complexage employant des colles solvantées.

- Contrôle journalier du bon fonctionnement des systèmes de traitement des effluents atmosphériques, de leur efficacité (rendement) et isolement des manches percées s'il y a lieu, renforcement des paramètres de suivi.
- Report de phases de tests d'unité.
- Report du démarrage d'unités, à l'arrêt au moment de l'alerte, susceptibles d'être à l'origine d'émissions de COV, jusqu'à la fin de l'épisode de pollution.
- Report des opérations de production, lorsqu'elles le permettent, durant la nuit, entre 20h00 et 7h00.
- Organisation du planning de production en favorisant les productions les moins émettrices de COV sur tous les ateliers : produits à faible grammage.

En cas d'épisode de pollution en ozone prolongé ou plus intense, le préfet pourra, après avis de l'inspection des installations classées, imposer toutes mesures plus contraignantes et jugées nécessaires face à la gravité de l'épisode de pollution. Ces mesures exceptionnelles pourront conduire à l'arrêt progressif de certaines unités. Elles seront notifiées par tout moyen à l'exploitant.

Les actions prévues ci-dessus ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.

Les dispositions ci-dessus font l'objet, de la part de l'exploitant, de procédures détaillées, tenues à la disposition de l'inspecteur de l'environnement.

2.2.1.2 Sortie du dispositif

En fin d'épisode de pollution, et à réception du message de fin de procédure, les mesures sont automatiquement levées.

Article 2.2.2 – Suivi des actions temporaires de réduction des émissions de polluants atmosphériques

L'exploitant informe, dans un délai de 24 heures ouvrées à compter de la réception du message de déclenchement de la procédure, l'inspection des installations classées des actions mises en œuvre.

Le contenu et la forme de cette information sont fixés en accord avec l'inspection des installations classées et devra comporter à minima :

- les actions de réductions mise en œuvre avec la date et l'heure de début et de fin,
- une estimation des quantités de polluants évitées.

Ces éléments ainsi que les messages de déclenchement et de fin déclenchement de la procédure sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En fin d'épisode de pollution, l'exploitant dresse un bilan des actions de réduction effectivement déployées ainsi qu'une estimation des volumes d'émissions évités du fait des actions de réduction engagées selon le modèle en annexe I.

TITRE 3 - EXÉCUTION

Article 3.1 – Délais d'application

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exploitant.

Article 3.2 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé au préfet d'Indre-et-Loire – SAIPP / Bureau de l'environnement 37925 TOURS Cedex 9
- un recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 3.3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Loches et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Loches pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Indre-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Tours, le 19 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,

signé

Florence GOUACHE

ANNEXE 1

Fiche "Mesures d'urgence"		Dates d'envoi à la direction régionale chargée de l'environnement	
Pic de pollution à [préciser le polluant]		[1er envoi : au début du pic]	[2ème envoi : à la fin du pic]

Mise en œuvre des mesures de réduction des émissions polluantes

Exploitant	
Site	
Code postale - Commune	

	Mesures d'urgence figurant dans l'arrêté préfectoral	Estimation des pollutions évitées	Mesure à mettre en œuvre en fonction de la nature du polluant : oui/non	Date de mise en œuvre	Justifications éventuelles	Durée de mise en œuvre	Quantités estimées des pollutions évitées
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
30							